Maxence GUILLEMIN, *La religion civile américaine. Une théorie de droit constitutionnel*

Paris, L'Harmattan, 2017

Olivier Saly-Rousset

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rdr/364>

DOI : 10.4000/rdr.364

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 6 novembre 2018

Pagination : 183-185

ISBN : 979-10-344-0023-2

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Olivier Saly-Rousset, « Maxence GUILLEMIN, *La religion civile américaine. Une théorie de droit constitutionnel* », *Revue du droit des religions* [En ligne], 6 | 2018, mis en ligne le 25 novembre 2019, consulté le 22 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/364> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.364>

Ce document a été généré automatiquement le 22 novembre 2020.

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

Maxence GUILLEMIN, *La religion civile américaine. Une théorie de droit constitutionnel*

Paris, L'Harmattan, 2017

Olivier Saly-Rousset

RÉFÉRENCE

Maxence GUILLEMIN, *La religion civile américaine. Une théorie de droit constitutionnel*, Paris, L'Harmattan, 2017 (Administration et aménagement du territoire), 323 p.

- 1 Il est notoire que les États-Unis entretiennent un lien parfois ambigu avec la religion. Le constat d'un tel rapport suscite de nombreuses interrogations, ce d'autant plus que la lettre constitutionnelle semble faire abstraction du phénomène religieux. L'auteur de cet ouvrage entreprend de démontrer que le théisme politique américain présente une forme spécifique à sa nation.
- 2 Bien qu'exclu par les textes politiques et jurisprudentiels, l'esprit de religion est présent dans la construction politique américaine. Cette sacralité peut être perçue sur les plans historique, sociologique, mais aussi dans la sphère publique en général. En matière politique, il suffit d'observer l'existence d'une profession de foi sur la Bible pour s'en rendre compte. La devise nationale « *In God We Trust* », les mots « *Jesus Christ* » ou « *Holy Father* » employés à l'occasion de prières collectives lors de l'ouverture des sessions législatives à Washington, attestent de la place importante occupée par la religion. Ces usages, qui mettent l'héritage judéo-chrétien en avant, sont considérés comme légaux et conformes au texte suprême, car les juges préfèrent se référer aux intentions originelles des pères fondateurs. Ils se basent sur la naissance même de ces pratiques religieuses qui remontent à la fondation du régime. « L'ensemble de ces rites, pratiques et symboles cultivent quotidiennement un nationalisme empreint de religiosité » (p. 55). D'après les juges, à l'époque des pères fondateurs, cet aspect

religieux ne pouvait être inconstitutionnel bien qu'il fût en apparence en contradiction avec la lettre de la Constitution. Au vu de cette analyse, il manquerait donc un principe « unifié et unificateur » (p. 10) dans le système juridique. C'est au fil de l'histoire des États-Unis que le législateur aurait mis en place une religion civile inséparable de la marche de l'État et ne se référant à aucun culte établi par le droit.

- 3 Le concept de religion civile n'est pas une invention américaine, puisqu'il a été théorisé principalement par Jean-Jacques Rousseau avant d'être redécouvert par des chercheurs américains dans les années 1960. Ces derniers, dans une période de clivages sociaux, culturels et raciaux qui divisaient la société, cherchaient un modèle américain exclusif et singulier. Dans cette perspective, la religion civile permettrait de donner forme à la projection civique par l'intermédiaire de certaines valeurs religieuses. Elle réunirait individus et institutions politiques dans un rapport sacralisé, la religion et l'amour de la patrie ne pouvant être totalement dissociés l'un de l'autre. Si les acteurs publics sont incapables de faire abstraction de la religion, le « Dieu » auquel les politiciens, à l'instar de Kennedy, font référence, ne paraît pas pour autant correspondre à une confession précise. L'usage de locutions telles que « Divine Providence », « Tout-Puissant », ou « Créateur » serviraient à illustrer une « conception divine de la création nationale et étatique » (p. 58). Ces allusions à la religiosité serviraient avant tout à souligner les bienfaits prodigués par l'État aux citoyens américains. Le déisme se limiterait donc au matérialisme et la religion civile serait « purement instrumentale » (p. 22).
- 4 Malgré la séparation constitutionnelle de la politique et de la religion, les citoyens américains auraient, en outre, une tendance naturelle à sacraliser leurs institutions et leurs textes fondateurs. Cette vision de la nation en tant que culte serait renforcée par l'existence de véritables temples tels que le *Federal Hall National Memorial* à New York où il est possible de voir et de vénérer la Bible sur laquelle George Washington prêta serment en 1789. De même, la statue de la *Liberté éclairant le monde* à New York contribue, par sa symbolique universaliste, à présenter l'État américain comme une figure messianique. La religion civile perpétue la pensée des pères de la Nation grâce à un discours à la fois religieux et politique susceptible de rassembler le peuple.
- 5 Ce faisant, elle reste le prolongement de la volonté du législateur et se voit soumise aux nécessités induites par le bien commun et donc aux intentions politiques des hommes. C'est la transmission de ce savoir qui va permettre « l'élévation des individus en citoyens américains » (p. 163). Cet apprentissage doit être assuré par des institutions bien précises comme les écoles et les Églises qui diffusent au niveau local l'idée que le projet social et institutionnel est « juste » (p. 187). L'objectif est alors de mettre en place un civisme inspiré du christianisme, encourageant la moralisation de la population et où la séparation entre les pouvoirs spirituel et temporel semble réduite.
- 6 Dans « un cadre juridique qui vient préciser l'activité interprétative de la Cour suprême » (p. 223), les juges se retrouvent dans l'obligation d'accepter la croyance non confessionnelle afin de la promouvoir en tant que critère de constitutionnalité. Dès lors, la religion civile américaine, qui ne saurait faire obstacle aux multiples confessions religieuses, doit être considérée comme une aide pour garantir la liberté individuelle. Il est permis d'y voir la preuve que la société politique n'est jamais totalement capable de se libérer du mythe sous toutes ses formes.

AUTEURS

OLIVIER SALY-ROUSSET

Vacataire en droit public, Université de Perpignan Via Domitia, Centre du droit économique et du développement (CDED)